



STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
EMBARGO - 8 juin 2026, 00:01 AM CET

Contact : Stephanie Blenckner
Directrice des communications
Mobile : +46 8 655 97 47
Courriel : blenckner@sipri.org

L'attention portée aux armes nucléaires s'intensifie dans un contexte de risques d'escalade accrus — Parution du nouveau *Sipri Yearbook*

(Stockholm, 8 juin 2026) — L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) publie aujourd'hui son évaluation annuelle de l'état des armements, du désarmement et de la sécurité internationale. L'une des principales conclusions du *Sipri Yearbook 2026* est que les États recourent de plus en plus aux armes nucléaires comme leviers de puissance nationale, remettant en cause des décennies d'efforts destinés à diminuer à la fois les arsenaux nucléaires et l'importance accordée à ces armes, alors même que les risques de méprise stratégique et d'escalade s'accroissent.

Renforcement et modernisation des arsenaux nucléaires mondiaux

Les neuf États dotés de l'arme nucléaire — États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) et Israël — ont poursuivi en 2025 leurs programmes de modernisation et de renforcement de leurs arsenaux nucléaires. La plupart ont également déployé au cours de l'année de nouveaux systèmes d'armes nucléaires ou capables d'emporter des charges nucléaires.

Sur un stock mondial total estimé à **12 187** ogives nucléaires en janvier 2026, environ **9 745** étaient conservées dans des arsenaux militaires en vue d'une éventuelle utilisation (*voir tableau ci-dessous*). Parmi elles, quelque 4 012 étaient déployées sur des missiles ou des aéronefs, tandis que les autres étaient entreposées dans des installations de stockage centralisées. Entre 2 100 et 2 200 des ogives déployées étaient maintenues en état d'alerte opérationnelle maximale sur des missiles balistiques. La quasi-totalité de ces ogives appartenait à la Russie ou aux États-Unis, et dans une moindre mesure à la France et au Royaume-Uni. Toutefois, la Chine et l'Inde pourraient désormais déployer occasionnellement, même en temps de paix, un petit nombre d'ogives montées sur des missiles.

« Des voix influentes, y compris de certains dirigeants mondiaux, présentent les armes nucléaires comme une garantie contre une attaque menée par un État hostile. Mais le fait de rendre les stratégies nationales de défense et de sécurité dépendantes — ou davantage dépendantes — des armes nucléaires pourrait accroître considérablement les risques nucléaires », précise Karim Haggag, directeur du Sipri. *« Les dangers liés aux armes nucléaires s'intensifient sous l'effet des progrès technologiques dans le domaine des armements, de l'érosion des mécanismes de contrôle des armements nucléaires et de l'aggravation des tensions géopolitiques, entre autres facteurs. En parallèle, l'actualité internationale, en particulier le déclenchement du conflit entre l'Inde et le Pakistan - deux puissances nucléaires - met à l'épreuve la logique même de la dissuasion nucléaire. »*

Depuis la fin de la guerre froide, la réduction des arsenaux nucléaires mondiaux a été favorisée par le démantèlement progressif des ogives retirées du service par la Russie et les États-Unis, à un rythme supérieur à celui de l'entrée en service de nouvelles ogives. Mais cette dynamique devrait s'inverser dans les années à venir : le rythme du démantèlement ralentissant tandis que le déploiement de nouvelles armes nucléaires s'accroît.

« Il devient de plus en plus évident que les États dotés de l'arme nucléaire relèguent au second plan, voire abandonnent, leurs engagements en matière de désarmement et cherchent au contraire à afficher leur puissance nucléaire », souligne Hans M. Kristensen, chercheur principal associé au programme Armes de destruction massive du Sipri et directeur du Nuclear Information Project à la Federation of American Scientists (Fas). *« En optant pour des solutions nucléaires, les États créent de nouveaux risques et alimentent la course aux armements. »*



STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
EMBARGO - 8 juin 2026, 00:01 AM CET

Contact : Stephanie Blenckner
Directrice des communications
Mobile : +46 8 655 97 47
Courriel : blenckner@sipri.org

La **Russie** et les **États-Unis** possèdent à eux seuls environ 83 % de toutes les ogives nucléaires stockées (c'est-à-dire les ogives utilisables). Cette part combinée diminue légèrement en raison de la croissance des autres arsenaux nucléaires dans le monde. La taille des stocks militaires russes et américains semble être restée relativement stable en 2025, mais les vastes programmes de modernisation menés par les deux États devraient accroître la taille et la diversité de leurs arsenaux à l'avenir.

Forces nucléaires mondiales - janvier 2026

	Ogives déployées ^a		Ogives stockées ^b		Stock militaire ^c		Ogives retirées ^d		Total inventaire ^e	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
États-Unis	1 770	1 770	1 930	1 930	3 700	3 700	1 477	1 342	5 177	5 042
Russie	1 718	1 796	2 591	2 604	4 309	4 400 ^f	1 150	1 020	5 459	5 420
Royaume-Uni	120	120	105	105	225	225	–	–	225	225
France	280	280	10	10	290	290	–	80	290	370*
Chine	24	34	576	586	600	620	–	–	600	620
Inde	–	12	180	178	180	190	–	–	180	190
Pakistan	–	–	170	170	170	170	–	–	170	170
Corée du Nord	–	–	50	60	50	60 ^g	–	–	50	60 ^g
Israël	–	–	90	90	90	90	–	–	90	90
TOTAL	3 912	4 012	5 702	5 733	9 614	9 745	2 627	2 442	12 241	12 187

Source : *Sipri Yearbook 2026*

Notes : Toutes les estimations sont approximatives. Le Sipri ajuste chaque année ses données sur les forces nucléaires mondiales en fonction de nouvelles informations et de la mise à jour des estimations précédentes. Les données de janvier 2026 remplacent toutes les données sur les forces nucléaires mondiales précédemment publiées par le Sipri. Les États sont classés selon la date de leur premier essai nucléaire connu ; à noter qu'il n'existe aucune preuve concluante de source ouverte qu'Israël ait testé ses armes nucléaires. La Russie et les États-Unis ne publient plus de données globales sur leurs forces nucléaires stratégiques dans le cadre du Traité de 2010 portant sur des mesures visant à réduire et limiter davantage les armements stratégiques offensifs (New Start), qui a expiré en février 2026 sans qu'aucun traité de remplacement ne soit conclu.

* La forte augmentation d'une année sur l'autre du « total inventaire » français est due au fait que nous ne disposions pas d'informations concernant les « ogives retirées » du service lors de notre estimation.

- a** Les « ogives déployées » désigne les ogives placées sur des missiles ou situées sur des bases avec des forces opérationnelles.
- b** Les « ogives stockées » désigne les ogives entreposées ou de réserve qui nécessiteraient une certaine préparation (par exemple l'installation de certains composants, le transport et le chargement sur des lanceurs) avant de pouvoir être déployées.
- c** Le « stock militaire » fait référence à l'ensemble des ogives déployées ainsi que les ogives en stockage central pouvant potentiellement être déployées.
- d** Les « ogives retirées » désigne les ogives qui ont été retirées du stock militaire non encore démantelées.
- e** L'« inventaire total » désigne à la fois les ogives stockées et les ogives retirées du service.
- f** L'augmentation d'une année sur l'autre de l'estimation du Sipri concernant le stock de la Russie est en grande partie due à une réévaluation du nombre d'ogives affectées aux forces nucléaires non stratégiques (tactiques).
- g** Les informations sur le statut et les capacités de l'arsenal nucléaire de la Corée du Nord comportent une incertitude importante. La Corée du Nord pourrait avoir produit suffisamment de matière fissile pour fabriquer jusqu'à 90 ogives nucléaires ; cependant, il est probable qu'elle en ait assemblé moins, peut-être jusqu'à 60.



STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
EMBARGO - 8 juin 2026, 00:01 AM CET

Contact : Stephanie Blenckner
Directrice des communications
Mobile : +46 8 655 97 47
Courriel : blenckner@sipri.org

Le vaste programme de modernisation nucléaire des **États-Unis** progresse, mais en 2025 il a encore dû faire face à des défis de planification et de financement susceptibles de le retarder davantage et d'en augmenter considérablement le coût. Par ailleurs, l'effort visant à ajouter de nouvelles armes nucléaires non stratégiques à l'arsenal américain exercera une pression budgétaire et logistique supplémentaire sur ce programme de modernisation, une tendance qui devrait s'accroître davantage en raison des plans de l'administration Trump pour le système de défense antimissile « Golden Dome », dont le coût est estimé à 1 200 milliards de dollars.

Le programme de modernisation nucléaire de la **Russie** connaît lui aussi des difficultés. En 2025, un nouveau tir d'essai du missile balistique intercontinental (ICBM) Sarmat, en cours de développement, a échoué. Les sanctions économiques occidentales et les priorités concurrentes liées à la guerre en Ukraine semblent avoir affecté le programme. Autre programme ayant connu de nombreux revers, le nouveau missile de croisière terrestre à propulsion nucléaire Burevestnik aurait réussi un essai en vol en 2025, parcourant plus de 14 000 kilomètres après plusieurs tentatives infructueuses. La Russie a également commencé à construire en Biélorussie une base opérationnelle avancée destinée au missile balistique à portée intermédiaire (IRBM) Oreshnik, à double capacité nucléaire et conventionnelle. Des missiles Oreshnik ont par ailleurs été employés contre l'Ukraine avec des charges conventionnelles, la plus récente utilisation remontant à mai 2026. En revanche, l'augmentation significative du nombre d'ogives nucléaires non stratégiques russes anticipée par les États-Unis en 2020 ne s'est toujours pas concrétisée.

Les déploiements nucléaires russes et américains devraient tous deux augmenter dans les années à venir. Du côté russe, cette hausse résulterait principalement de la modernisation des forces stratégiques restantes, permettant d'équiper chaque missile d'un plus grand nombre d'ogives. Aux États-Unis, l'augmentation pourrait découler du déploiement d'un plus grand nombre d'ogives sur les vecteurs existants, de la réactivation de lanceurs actuellement inactifs et de l'intégration de nouvelles armes nucléaires non stratégiques à l'arsenal. Aux États-Unis, les partisans d'un renforcement de la posture nucléaire plaident en faveur de ces mesures en réponse à l'expansion récente des capacités nucléaires chinoises. Par ailleurs, depuis l'expiration, en février dernier, du Traité de 2010 sur les mesures visant à la poursuite de la réduction et de la limitation des armements stratégiques offensifs (New Start), les incertitudes se multiplient quant à l'évolution future des forces nucléaires stratégiques américaines et russes.

Selon les estimations du Sipri, la **Chine** dispose désormais d'environ 620 ogives nucléaires. La Chine développe son arsenal nucléaire plus rapidement que tout autre pays et a présenté plusieurs nouveaux systèmes nucléaires lors de son défilé militaire de 2025. En janvier 2026, la Chine avait déjà chargé des centaines de missiles dans trois grands réseaux de silos situés dans le nord du pays, tout en finalisant la construction de 30 silos dans trois zones montagneuses de l'est. Selon la manière dont elle décidera d'organiser ses forces, la Chine pourrait potentiellement disposer d'au moins autant de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) que la Russie ou les États-Unis d'ici la fin de la décennie. Même si la Chine venait à dépasser le seuil des 1 000 ogives nucléaires d'ici 2030, son arsenal ne représenterait encore qu'environ le quart de ceux dont disposent actuellement la Russie et les États-Unis.

Bien que le **Royaume-Uni** n'ait pas, semble-t-il, augmenté son arsenal nucléaire en 2025, son stock d'ogives opérationnelles devrait croître à l'avenir, selon l'annonce faite de son intention de relever le plafond du nombre d'ogives dans la *Integrated Review* de 2021. La *Strategic Defence Review* de 2025 a réaffirmé le changement de politique opéré par le Royaume-Uni en 2021, consistant à ne plus divulguer la taille de son arsenal nucléaire, limitant ainsi la transparence à ce sujet. Toujours en 2025, le Royaume-Uni a annoncé son intention d'acheter 12 avions de combat F-35A à capacité nucléaire auprès des États-Unis et de les équiper de bombes nucléaires américaines, afin de participer aux accords de partage nucléaire de l'Otan. Ce projet marque une rupture avec la décision prise dans les années 1990 de dénucléariser la Royal Air Force.



STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
EMBARGO - 8 juin 2026, 00:01 AM CET

Contact : Stephanie Blenckner
Directrice des communications
Mobile : +46 8 655 97 47
Courriel : blenckner@sipri.org

En 2025, la **France** a poursuivi la modernisation de sa flotte de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), en introduisant le missile balistique mer-sol M51.3 amélioré et en accélérant le développement d'un SNLE de troisième génération. Le gouvernement a également annoncé la création d'une nouvelle base aérienne nucléaire dans l'est du pays, destinée à accueillir deux nouvelles escadrilles d'avions Rafale à capacité nucléaire, équipés du missile de croisière nucléaire hypersonique aéroporté de nouvelle génération français. En mars 2026, le président Emmanuel Macron a annoncé avoir ordonné une augmentation du nombre d'ogives nucléaires dans l'arsenal français et que le gouvernement ne communiquerait plus publiquement la taille de son arsenal.

L'**Inde** aurait, une fois de plus, légèrement accru son arsenal nucléaire en 2025 et poursuivi le développement de nouveaux types de systèmes de vecteurs nucléaires. Son programme de modernisation est de plus en plus axé sur la mise au point d'armes à longue portée capables d'atteindre des cibles sur l'ensemble du territoire chinois, même si la rivalité historique entre l'Inde et le Pakistan demeure un enjeu majeur. En 2025, le **Pakistan** a poursuivi le développement de nouveaux systèmes de lancement et l'accumulation de matières fissiles, laissant présager un renforcement de son arsenal nucléaire au cours de la prochaine décennie. Lors du bref conflit armé entre l'Inde et le Pakistan en mai 2025, l'Inde a frappé des bases aériennes et des sites de missiles pakistanais probablement liés aux forces nucléaires du pays, mais les deux camps ont pris des mesures afin d'éviter une escalade du conflit.

La Corée du Nord poursuit le développement de ses capacités nucléaires afin d'atteindre son objectif déclaré d'accroître « exponentiellement » son arsenal nucléaire. Le Sipri estime que la Corée du Nord a probablement assemblé une soixantaine d'ogives, qu'elle possède suffisamment de matières fissiles pour en produire au moins trente de plus et qu'elle accélère la production de ces matières. En 2025, la Corée du Nord a continué de dévoiler et de tester de nouveaux systèmes de missiles, notamment le missile balistique intercontinental à propergol solide de « nouvelle génération » Hwasong-20, ainsi que des systèmes à moyenne portée et hautement manœuvrables conçus pour déjouer les systèmes de défense antimissile.

Israël, qui n'admet pas officiellement posséder des armes nucléaires, serait lui aussi en train de moderniser son arsenal. En 2025, les travaux de construction d'un nouveau site au sein du Centre de recherche nucléaire du Néguev, près de Dimona, se sont intensifiés, ce qui pourrait témoigner d'un développement de ses capacités nucléaires.

De nouveaux risques à mesure que la dépendance aux armes nucléaires s'intensifie

Si les programmes nucléaires ont toujours été entourés de secret, les États dotés de l'arme nucléaire se sont, ces dernières années, davantage orientés vers l'ambiguïté stratégique et l'opacité, tout en modernisant et en renforçant leurs forces nucléaires. Cette tendance devrait se poursuivre dans le monde de l'après-New Start. Parallèlement, on constate un manque de dialogue stratégique et de communication directe entre certains États dotés de l'arme nucléaire.

« Dans un contexte de recul de la transparence et d'érosion des mécanismes diplomatiques de gestion des crises, la dérive autoritaire de certains États dotés de l'arme nucléaire contribue à une imprévisibilité encore plus grande », ajoute Matt Korda, chercheur principal associé au programme Armes de destruction massive du Sipri et directeur adjoint du Nuclear Information Project à la Federation of American Scientists (Fas). *« Il n'est plus possible de présumer que les dirigeants évoluant au sein de tels systèmes disposeront de données fiables en cas de crise nucléaire, ni qu'ils agiront de manière rationnelle en période de fortes tensions. »*



**STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE
EMBARGO - 8 juin 2026, 00:01 AM CET**

Contact : Stephanie Blenckner
Directrice des communications
Mobile : +46 8 655 97 47
Courriel : blenckner@sipri.org

Les évolutions observées et les débats nationaux menés en Asie de l'Est, en Europe et au Moyen-Orient au cours de l'année 2025 ont également laissé entrevoir un rôle croissant des armes nucléaires dans les stratégies de sécurité et de défense de plusieurs États ne disposant pas de l'arme nucléaire.

En 2025, plusieurs États européens, dont l'Allemagne, ont exprimé leur volonté de compléter les accords de partage nucléaire de l'Otan, centrés sur les armes américaines, par des accords similaires avec la France et le Royaume-Uni. Le président Macron a annoncé, en mars 2026, que la France était déjà en discussion avec l'Allemagne et le Royaume-Uni et que plusieurs autres États européens étaient intéressés par une participation à ce dispositif.

Par ailleurs, la Biélorussie et la Russie ont affirmé à plusieurs reprises que des armes nucléaires russes avaient été déployées sur le territoire biélorusse. En décembre 2025, Moscou a également diffusé une vidéo montrant le missile balistique à portée intermédiaire (IRBM) Oreshnik, à capacité nucléaire et conventionnelle, en activité sur le territoire biélorusse.

Un régime de non-prolifération en déclin

Ces évolutions surviennent à un moment où le régime mondial de non-prolifération nucléaire s'affaiblit. La Conférence d'examen de 2026 des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968, qui s'est achevée le 22 mai, est la troisième conférence d'examen consécutive à se conclure sans l'adoption d'un document final.

« Le fait que les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires n'aient une fois de plus pas réussi à s'entendre sur un document final constitue un nouveau coup dur porté au principe fondamental du traité : l'engagement des autres États à ne pas développer leurs propres forces nucléaires si les États dotés de l'arme nucléaire s'engagent sur la voie du désarmement », analyse Karim Haggag, directeur du Sipri. « L'absence d'un accord succédant au traité New Start, la modernisation des forces nucléaires et les projets visant à accroître le déploiement d'armes nucléaires risquent fort de saper davantage la légitimité du Traité sur la non-prolifération. Il sera ainsi plus difficile pour les États parties de relever collectivement les nombreux défis posés par le contexte nucléaire mondial, notamment au Moyen-Orient et en Asie de l'Est. »

Le Sipri Yearbook 2026 dresse le panorama d'une insécurité mondiale grandissante et de profonds bouleversements géopolitiques

Dans son introduction à la 57^e édition du *Sipri Yearbook*, le directeur du Sipri, Karim Haggag, analyse les causes et les manifestations du désordre et de l'insécurité croissants à l'échelle mondiale, ainsi que les différentes réponses apportées par les États face à ces défis.

« Deux phénomènes ont aujourd'hui un impact particulièrement marqué sur les dynamiques de sécurité mondiale : la résurgence de guerres entre États technologiquement avancés et la détérioration des relations des États-Unis avec leurs alliés », souligne Karim Haggag. « La convergence de ces facteurs rend la politique de sécurité mondiale de plus en plus complexe et accentue l'insécurité dans de nombreuses régions du monde. »

M. Haggag met en garde contre l'installation d'un cercle vicieux, dans lequel les grandes puissances cherchent à protéger leur sécurité et leur domination géopolitique d'une manière qui ne fait qu'accroître le sentiment général d'insécurité et de vulnérabilité. L'idée selon laquelle l'interdépendance commerciale favoriserait la paix et la prospérité a laissé place à une instrumentalisation croissante du commerce, des matières premières, des technologies, des chaînes d'approvisionnement ainsi que des flux d'eau et d'énergie. Selon lui, si elles ne sont pas maîtrisées, les tendances actuelles pourraient compromettre la stabilité stratégique.



**STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACE RESEARCH INSTITUTE**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE
EMBARGO - 8 juin 2026, 00:01 AM CET**

Contact : Stephanie Blenckner
Directrice des communications
Mobile : +46 8 655 97 47
Courriel : blenckner@sipri.org

Outre son analyse détaillée des questions de maîtrise des armements nucléaires, de désarmement et de non-prolifération, le *Sipri Yearbook* présente des données et des analyses sur l'évolution des dépenses militaires mondiales, des transferts internationaux d'armes, de la production d'armements, des opérations multilatérales de paix, des conflits armés, des cybermenaces et menaces numériques, de la gouvernance de la sécurité spatiale, ainsi que sur de nombreux autres enjeux de sécurité internationale.

À l'attention des rédacteurs

Le *Sipri Yearbook* est un recueil d'informations et d'analyses de pointe sur l'évolution des armements, du désarmement et de la sécurité internationale. Quatre grands ensembles de données du *Sipri Yearbook 2026* ont été publiés en avant-première en 2025-2026 : Top 100 des entreprises d'armements [top 100 arms-producing companies](#) (décembre 2025) ; Transferts internationaux d'armements [international arms transfers](#) (mars 2026) ; Dépenses militaires mondiales [world military expenditure](#) (avril 2026) et Opérations multilatérales de maintien de la paix [multilateral peace operations](#) (mai 2026). Le *Sipri Yearbook* est publié par Oxford University Press.

En savoir plus sur : www.sipriyearbook.org.

Pour toute information ou demande d'interview, veuillez contacter :
Stephanie Blenckner, directrice des communications
blenckner@sipri.org / +46 8 655 97 47

Traduction française : Aziza Riahi, Observatoire des armements (www.obsarm.org)

STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE

Le Sipri est un institut international indépendant de recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle, et le désarmement. Fondé en 1966, le Sipri fournit des données, des analyses et des recommandations sur la base de sources ouvertes, aux décideurs politiques, aux chercheurs, aux médias et à tout public intéressé.

www.sipri.org